

Les réfugiés dans la construction de l'État-nation turc

Stéphane de Tapia *

La construction turque de l'État-nation est un phénomène récent, datant de la première moitié du XX^e siècle. Cependant, les racines de la turquisation de l'actuelle République de Turquie sont bien plus anciennes et remontent au Moyen Âge, à l'époque des Croisades. L'histoire turque, d'abord nomade, seldjoukide puis ottomane et enfin républicaine, est faite de multiples courants migratoires, parmi lesquels réfugiés et déplacés jouent un rôle de premier plan.

La Turquie est une terre d'accueil de réfugiés, déplacés, expulsés : les *muhacir*, plus de sept millions de personnes de 1783 à aujourd'hui, mais les premiers « réfugiés » apparaissent en Anatolie dès l'époque gengiskhanide (XIII^e siècle). Mais elle est aussi terre de départ de réfugiés, déplacés et expulsés, Grecs anatoliens et pontiques, Arméniens, Kurdes, Assyro-Chaldéens..., dans un incessant tourbillon où les uns sont remplacés par d'autres. Ce constat, toujours d'actualité en cette fin de XX^e siècle, vaut depuis au moins 930 ans, si l'on retient la date de naissance de la Turquie selon les nationalistes, soit 1071, la bataille de Malazgirt ou Mantzikert. L'historiographie turque, réécrite et renouvelée durant les années trente, dans l'optique de la construction d'un État-nation laïcisé, occidentalisé, modernisé, fait en réalité le lien entre histoire médiévale et actualité contemporaine et, par son discours autant que par ses silences sélectifs sur les flux migratoires et la présence de minorités autochtones, aide à l'édification d'une nation plus proche du modèle allemand (avec de fortes réminiscences impériales cependant) que du modèle français.

Nous tenterons de montrer comment la mobilité forcée, comme la mobilité volontaire, sous des formes très variables, peut être instrumentalisée, à l'entrée comme à la sortie d'un territoire politico-social particulier – l'actuelle Turquie qui ne reprend qu'une petite partie de l'ancien Empire ottoman –, par une conception de l'État qui, sous une forme modernisée, reste hautement traditionnelle et étrangère à la logique « latine » de l'État-nation. Nous nous attacherons également à montrer que cette conception reste vivante et peut générer des problèmes difficiles dans la nouvelle configuration du Moyen-Orient et de l'Asie centrale de « l'après-perestroïka ¹ ». En réalité, cette conception de la « nation » n'est pas

* Chargé de recherche CNRS, Strasbourg-Poitiers.

¹ Pour la Turquie, le point d'inflexion des relations avec l'Union soviétique et l'ensemble des pays socialistes se situe bien en 1988-89, à l'époque Gorbatchev. C'est la période de l'arrivée des premiers migrants turcs en Union soviétique, de l'ouverture de la frontière caucasienne, du dernier exode des Turcs de Bulgarie. La disparition de l'Union soviétique accentue et conforte les relations turco-turkestanaises comme turco-russes.

spécifiquement turque et, par ailleurs, la Turquie n'a pas la capacité de contrôler l'ensemble des flux migratoires qui l'intéressent directement ou indirectement. Les réfugiés ne sont pas seulement utilisés par la construction identitaire; ils sont acteurs à part entière.

La Turquie, « étranger proche » de l'Europe

Au printemps 1997, au moment de la rédaction de ce texte, l'actualité politique turque apparaît particulièrement trouble. Une coalition gouvernementale est formée par deux fortes personnalités, l'une et l'autre très contestées, Necmettin Erbakan, Premier ministre issu du Parti de la prospérité (*Refah Partisi* islamiste), et Tansu Ciller², vice Premier ministre issu du Parti de la juste voie (*Dogru Yol Partisi*), parti d'origine du président de la République, Süleyman Demirel. Cette coalition ne cesse d'être mise en garde par des généraux, membres ou non du Conseil national de sécurité, contre toute tentative de rupture avec la philosophie politique de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République laïque, unitaire, occidentalisée et démocratique. La Turquie vit au rythme des ultimatums, des coups de théâtre, des protestations grandiloquentes..., et dans l'attente tranquille d'un coup d'État qui ne vient pas!

Vu d'Europe, ce pays semble de plus en plus contradictoire et problématique, ne cessant d'affirmer son attachement aux valeurs occidentales et sans cesse mis à l'index pour ses atteintes aux Droits de l'homme, faisant acte de candidature à l'intégration européenne tout en parcourant Iran, Libye, républiques turcophones d'Asie centrale. Européenne, asiatique, laïque, musulmane à 99%, la Turquie déroute, dérange, interpelle et attire nombre de délégations étrangères venues étudier la question sur place.

Ce pays mal connu en France, au-delà d'un cercle étroit de connaisseurs et de spécialistes, forme un cadre exceptionnel pour l'étude des migrations et des mobilités. Plus connue comme pays d'émigration ou d'origine de très nombreux solliciteurs d'asile (en particulier depuis 1915, avec le triste précédent du génocide arménien, puis avec le problème kurde), la Turquie moderne s'est en grande partie construite comme pays d'immigration, et particulièrement comme pays d'accueil de très nombreux réfugiés.

Ce dernier aspect, qui mérite explication, sera d'ailleurs l'un des fils conducteurs de notre réflexion. Auparavant, il convient de se poser plusieurs questions quant à la gestion turque des flux migratoires, à l'entrée comme à la sortie – sélectivité des candidats à la nationalité turque et au simple droit d'asile en territoire turc, homogénéisation grandissante d'une population turco-islamique et même turco-sunnite – et quant à l'impact effectif de cette gestion dans la définition de l'actuel État-nation, construction selon nous inachevée. En effet, les entrées semblent accentuer la personnalité turque de l'ensemble de la population, les

2 L'alphabet ture est latinisé depuis 1928, comme depuis peu les alphabets azéri, ouzbek et turkmène. Il n'exigerait pas de système de transcription si les ordinateurs étaient équipés des polices adéquates, ce qui est rarement le cas. Aussi avons-nous opté pour une solution mixte qui tienne compte des usages en cours et de la prononciation turque.

sorties atténuant la présence chrétienne et minoritaire comme celle des mouvements de gauche turcs sur l'échiquier politique.

La Turquie, plusieurs fois candidate au Marché commun et à l'Union européenne, reste en marge d'une Europe qu'elle revendique tout en s'en démarquant souvent. La problématique des Droits de l'homme est ici toujours présente malgré des progrès non négligeables. La Turquie indispose les Européens pourtant incapables d'une décision claire et définitive à son sujet, dans le sens d'une adhésion ou d'un rejet. Pour les Européens, les Turcs sont probablement les plus proches des étrangers, avec lesquels on partage autant de points communs que de divergences. Ce pays, qui laisse rarement indifférent, repose en fait sur une infrastructure sociopolitique bien spécifique, construction faite de mobilités historiques et contemporaines, souvent occultée, autant par habitude de ce fait toujours présent dans la vie sociale que par calcul politique des élites et décideurs.

Les trois phases de turquisation de l'Anatolie

Pour nombre d'historiens et pour les nationalistes turcs, la Turquie naît le 19 août 1071, au soir de l'une de ces innombrables victoires décisives dont raffolent les manuels d'histoire, à la bataille de Malazgirt (en arménien Mantzikert). Le chef seldjoukide Alparslan, venu d'Asie centrale, ouvre la porte aux tribus turkmènes qui vont s'insinuer partout en Anatolie. Cette vague de migrants n'est pas tout à fait la première car, sous l'hégémonie byzantine, voire romaine, les premiers éléments turcophones, fédérés ou mercenaires, se sont infiltrés dans ce qui sera plus tard la Turquie. Il convient pourtant d'éviter tout anachronisme sur la prétendue notion d'identité turque qu'aiment à rappeler les militants turcs d'extrême droite. Ces éléments pouvaient être hunniques, péché-nègues, protobulgares, koumans... Les premières alliances objectives entre Byzantins et Turcs au sens propre datent déjà de 572, lorsque Byzance cherche à prendre à revers l'Iran. La première vague de peuplement turc (*oghuz*) de l'Anatolie est donc consécutive à la prise de contrôle par les Seldjoukides et leurs alliés nomades des territoires arméniens et byzantins étendus de l'Ararat à la mer Égée. Les effectifs sont probablement faibles [Cahen, 1988] et pourtant la greffe prend. Les Croisés ou les voyageurs médiévaux – Marco Polo entre autres [Roux, 1984] – se déplacent déjà en pays turc, même si celui-ci reste largement contesté par les Byzantins comme par les Croisés latins.

La deuxième vague de peuplement est consécutive à l'émergence de l'Empire mongol gengiskhanide, avec l'arrivée de réfugiés musulmans de Transoxiane, de contingents militaires défaits en Asie centrale... Parmi les figures connues, on citera Mevlâna Celalettin Rumî, fondateur des derviches Mevlevî à Konya, né à Balkh (actuel Afghanistan). Cette nouvelle vague de migrations entraîne vers l'Occident des Mongols, des Turkmènes, des Uyghurs, des Kurdes, des Persans..., mais on ne sait pas quel aura pu être l'apport quantitatif réel de ces migrations [Cahen, 1988]. On ne connaît pas, par exemple, la date d'entrée des Ottomans en Anatolie, avec les alliés d'Alparslan – 1071 et après – ou à l'époque gengiskhanide – vers 1230-1240 [Mantran, 1993] –, bien que l'on connaisse leur origine tribale.

La résultante de ces deux vagues de peuplement, qui en réalité reprennent à leur compte les héritages précédents (Islam arabo-persan, Empires persan et

byzantin), est un vaste empire pluriethnique et multiconfessionnel, parfois comparable aux empires russe, austro-hongrois, voire mongol. Cet empire, sous domination turco-musulmane, ménage des plages d'autonomie culturelle, religieuse et économique aux autochtones qui ne se fondent que partiellement dans ce qui reste une construction impériale et en aucun cas une nation au sens occidental du terme. La notion de *millet* est avant tout celle d'une communauté religieuse qui petit à petit va prendre une connotation ethnique.

La troisième vague de turquisation du peuplement est de loin postérieure et à maints égards hautement paradoxale. Elle débute officiellement en 1783 avec l'annexion de la Crimée par la Russie et se poursuit toujours, avec des accélérations parfois brutales, comme en 1989. Elle est paradoxale car composée en grande partie d'éléments ethniquement non turcs, mais très attachés à la défense de l'identité turque (Bosniaques, Caucasiens, en particulier). Les turcophones (Tatars, Azéris, Kazakhs, Uyghurs...) font preuve d'un dynamisme particulier malgré leur nombre parfois réduit. Au total, environ 7 400 000 réfugiés ou rapatriés seront entrés officiellement en territoire ottoman, de 1771 à 1922, puis turc, de 1923 à aujourd'hui. À l'inverse, par échanges de populations, exodes ou émigrations, la Turquie aura vu partir 1 200 000 Grecs anatoliens, la quasi-totalité des Arméniens ou des Assyro-Chaldéens, et plus de trois millions de migrants contemporains pour lesquels le clivage entre migration économique et migration politique n'est pas toujours pertinent.

Les réfugiés en Turquie : réfugiés, rapatriés et immigrants, questions de vocabulaire et catégories juridiques

Dans le vocabulaire turc courant, les catégories « réfugié », « rapatrié » font souvent l'objet de confusion. Le turc utilisera *muhacir*, *mülteci*, *göçmen*, pour définir des populations venues en Turquie à la suite de déplacements forcés. L'administration, pour sa part, opère d'autres distinctions, sur des bases juridiques et l'établissement de droits spécifiques. Elle use également de pouvoirs discrétionnaires permettant de tolérer ou d'accueillir certains groupes sans passer par le statut de réfugié (Iraniens, Turkmènes irakiens, Bosniaques...).

Muhacir (turc moderne : *göçmen*, le migrant³) était appliqué aux réfugiés, rapatriés entrant dans l'Empire ottoman, pour des populations très diverses : rapatriés des Balkans, réfugiés musulmans des Balkans d'origines diverses (Albanais, Macédoniens, Pomaks, Serbo-Bosniaques, Grecs islamisés...), Tatars de Crimée, Caucasiens musulmans, certains turcophones (Nogay, Karaçay, Balkars, Terekeme, Azéris...), d'autres non (Tchéchènes, Tcherkesses...). Le droit à l'intégration leur a été reconnu, à titre collectif, aussi bien par l'Empire que par la République.

3 On retrouve ici la racine arabe *hadjr*, migration ; littéralement le *muhacir* est un migrant. Mais ce terme se réfère également à la migration du prophète Muhammad vers Médine, épisode dit « Hégire » fondant officiellement la naissance de l'islam. Ainsi le *muhacir* (*mohajjer* en persan – Iran ou Afghanistan –, au Pakistan) désigne le « rapatrié » ou le réfugié en terre musulmane, *Dar'ul Islam*, qui a quitté son pays passé sous contrôle non musulman et devenu *Dar'ul Harb*, terre de conflit en marge du *Dar'ul Islam*.

Mülteci (turc moderne : *syghynanlar*, les demandeurs d'asile) s'applique plutôt à des solliciteurs d'asile, parfois non musulmans, en transit pour un temps plus ou moins long. La vocation à l'intégration dans la communauté turque n'est pas reconnue ou cette reconnaissance, très rare, est opérée à titre discrétionnaire et individuel.

La Turquie, pays d'arrivée : une vocation méconnue

Il est difficile d'imaginer la Turquie, pays d'émigration massive, comme un pays d'immigration. C'est pourtant le cas car, à chaque retrait de l'Empire ottoman ou de ses alliés (Khanat de Crimée en particulier, peuples musulmans du Caucase du Nord), des milliers de combattants, suivis des familles, se replient vers les territoires ottomans. Trois routes terrestres, une route maritime seront employées, avec des étapes consécutives à chacun des traités de paix stabilisant les fronts entre Autrichiens, Russes et Turcs, la rive occidentale de la mer Noire, du Don au delta du Danube, la rive orientale, du Caucase du Nord à l'Anatolie orientale, la route des Balkans (qui est aujourd'hui la principale route de migration vers l'Europe), la liaison entre les ports de Crimée et les ports turcs de la mer Noire. Les étapes ont été le Bucak et le Boghdan (actuelle Moldavie-Ukraine), le Deliorman et la Dobruca (Dobroudja-Dobrogea), en Roumanie et Bulgarie, avant le passage en Thrace et Anatolie. Ces populations ont souvent été disséminées sur des marges frontalières ou des terres agricoles à coloniser [Tanoghlu, 1955; Tekeli, 1994]. On retrouve leurs descendants en Anatolie centrale, plaine de Tchukurova, Thrace orientale, Jordanie (les troupes d'élite du royaume jordanien sont composées de Tcherkesses) et de fait partout où ont été réalisés des échanges de population avec la Grèce (Cappadoce, environs de Bursa, Izmir, Eskisehir, etc.⁴). Les descendants de ces familles ont généralement une conscience claire de leurs origines et font montre d'un réel attachement à la Turquie, pays d'accueil de leurs parents à une, deux, trois générations ou plus. De nombreuses thèses de géographes turcs ou étrangers (Tuñçdilek, Hütteroth, de Planhol), d'anthropologues (Svanberg, Angelika et Ulrich Landmann, Paleczek), pour n'en citer que quelques-uns, montrent la richesse du thème en Turquie. La figure 1 résume l'ensemble de ces mouvements de populations, déplacements forcés par les armées des Tzars ou spontanés dans le cadre des *hicret* (migrations de retour vers le *Dar'ul Islam*).

Depuis l'avènement du régime républicain, en 1923, les flux de réfugiés vers la Turquie se sont de fait maintenus, en grande partie à la suite des traités de Sèvres, puis de Lausanne, et dans le cadre plus général des traités issus de la Première Guerre mondiale, instaurant des États-nations et organisant plusieurs

4 Dans l'ouvrage d'Andrews [1989], cité en bibliographie, les groupes réfugiés présents en Turquie au xx^e siècle sont les suivants : Azéris (Karabaghly, Shirvanly, Karapapah, Terekeme), Uyghurs, Kirghizes, Kazakhs, Ouzbeks, Buharlyk de Sibérie (Tatars d'origine ouzbèke), Tatars de Crimée, Nogays, Balkars, Karaçay, Kumuks, Turcs de Bulgarie (Amuca alévis, Tchytyaks, Gacal, Pomaks, Tatars, quelques Gagaouzes orthodoxes), musulmans de Yougoslavie (Pomak, Torbeshi, Tchytyak, Gagaouzes, Bosniaques, Kurki), Daghestanais (Avars, Dargwa, Andi-Dido, Lak, Haidaq, Lezgiar), Tchétchènes et Ingouches du groupe Vaynakh, Tcherkesses de onze clans ou tribus dont la totalité du groupe oubykh, dont la langue aura été sauvée de l'oubli par Dumézil, Albanais, et enfin quelques groupes chrétiens et juifs (Estoniens, Cosaques du Kuban, Molokanes russes, Polonais, juifs d'Espagne, Karaïtes et Kyrymçaks).

Figure 1 – Immigrations vers l'Empire ottoman (1771-1923)

Régions de départ	Période	Effectifs	Circonstances historiques	Régions d'accueil
<i>Ancien Khanat de Crimée</i>	1771-1800	500 000	Occupation et annexion russe de la Crimée	Roumélie et Anatolie
Ancien Khanat de Crimée	1812-1828	200 000	Suites des guerres napoléoniennes et répression russe	Région d'Eskisehir
Steppe de Crimée + Nogays du Bucak + Tatars de Lithuanie + Tcherkesses du Caucase	1853-1864	800 000	Guerres de Crimée et du Caucase	Roumélie et Anatolie : 1) Littoral de la mer Noire de Constanta à Burgas 2) Plaine danubienne du delta à Vidin 3) Bulgarie intérieure 4) Istanbul, Édirne, Bursa, Eskisehir, Ankara, Sivas, Izmir, Konya, Adana, D.Bakir 5) Syrie : Alep
Ancien Khanat de Crimée	1874-1891	600 000		
Littoral criméen méridional	1902-1904	20 000	Répression russe	
<i>Caucase du Nord-Ouest, Adygé</i>	1768-1770	10 000		
	1780-1800	30 000		
	1812-1815	15 000	Guerres napoléoniennes	
	1828-1829	12 000		
Steppe du Kuban, Caucase Nord et Ouest, Adygé	1829-1863	300 000	Guerres caucasiennes et résistance du Sheykh Shamil	1) Roumélie 2) Sofia et plaine danubienne 3) Anatolie : Amasya, Tokat, Sivas, Cankiri, Adana, Konya, Aydin, Içel, Bursa, Kocaeli, Sakarya 4) Syrie : Alep, Damas, Amman 5) Chypre
Caucase central et Balkarie	1877-1879	500 000		
Tchéchénie et Daghestan	1879-1917	9 000		
<i>Azerbaïdjan caucasien</i>	1812-1815	7 000	Guerres napoléoniennes	
	1828-1829	10 000		
	1860	20 000		Kars, Igdir, Ardahan
	1877-1878	40 000	Guerre russo-turque	

Régions de départ	Période	Effectifs	Circonstances historiques	Régions d'accueil
	1917-1920	10 000	Première Guerre mondiale, révolution soviétique, guerre civile	Kars et Erzurum
Grèce et Crête	1826-1864	60 000	Guerre d'indépendance	Istanbul et Anatolie
Île de Chypre	1878-1880	15 000	Annexion britannique de Chypre	
Macédoine, Thrace et Épire	1885-1923			
Bulgarie	1828-1829	30 000	Guerre russo-turque	
	1876-1880	500 000	Guerre russo-turque et indépendance bulgare	1) Édirne (200 000) 2) Syrie (75 000) 3) Adana (25 000) 4) Chypre (10 000) 5) Anatolie (40 000) 6) Algérie (500)
	1885-1923	500 000	Guerres balkaniques	Turquie
Roumanie (Eflâk-Valachie, Boghdan et Dobrudja)	1826	200 000	Conséquences de la guerre russo-turque de 1806 à 1812	Istanbul et Eskisehir
Roumanie (Dobrudja, Tulcea, Constanta, Bessarabie)	1877-1900	90 000	Guerre russo-turque et indépendance roumaine	Turquie (Anatolie)
Serbie (garnisons de Serbie et Bosnie)	1806-1826	30 000	Révoltes serbes et conséquences des guerres napoléoniennes	Skopje, Kosovo et Monastir, Roumélie
Serbie	1826-1830	150 000		
Bosnie-Herzégovine et Sandjak	1867-1870	150 000	Indépendance serbe	Izmit (15 000), Istanbul, Izmir et Anatolie (divers)
Yougoslavie	1908-1923	300 000	Guerres balkaniques	
Total		5 708 000		

Source : diverses encyclopédies historiques turques ; cf. bibliographie. Les effectifs sont estimés au passage des frontières ottomanes, en constante redéfinition selon les traités signés entre belligérants. Ces chiffres peuvent être affinés selon la littérature existante (histoire, géographie, anthropologie).

échanges de population. À l'est, ce sont les traités de Gümrü et Kars qui régleront le sort final des Arméniens, Azéris et Géorgiens. Kurdes, Pontiques et Assyro-Chaldéens, largement touchés par le conflit, resteront en suspens [Yerasimos, 1993].

Figure 2 – Immigrations vers la Turquie à l'époque contemporaine (1923-1995)

Années	Origines	Bulgarie	Roumanie	Yougoslavie	Grèce	Turkestan	Autres	Réfugiés*
1923-1933		101 507	33 852	108 179	384 000			
1934-1960		272 971	87 476	160 922	23 788		31 466	
1961-1970		13 114	268	30 368	712		945	
1971-1972		4 902	76	93			4 739	
1973		5 332	28	150			4	56
1974		1 457	23	47		6	17	1 057
1975		400	34	126			15	1 180
1976		2 421	6	99			18	715
1977		12 005		94		66		974
1978		60 738		41				625
1979		6	8	179		8		610
1980		8	11	151		50	1	510
1981		5	12	95		61		1 096
1982		2	33	162	4	13	3 846**	2 592
1983		6	14	189		24	354	2 657
1984		1	85	202		15		3 344
1985			70	300		20		1 809
1986			133	275		10		3 257
1987			88	331		2	1	4 131
1988		7	101	415		7	53	3 928
1989		225 863	139	435				2 250
1990		52 961	85	224		9		1 496
1991		17 950	3	151		3		2 520
1992		3 092	12	161		4		1 697
1993		220	7	331		5		761
1994		166	15	265			569	1 645
1995		52		227			183	1 690
Total		775 186	122 579	30 4412	408 504	303	42 211	41 109

* Parmi les réfugiés, ne figurent pas les Kurdes irakiens réfugiés en Turquie après Halabja ou la guerre du Golfe, ni les Bosniaques du conflit yougoslave venus en touristes ou en visites familiales. ** Turcs d'Afghanistan en particulier.

Source : divers annuaires DIF, de 1981 à 1996.

La Turquie, pays de départ : une situation complexe

Selon les statistiques officielles, 3 368 675 ressortissants turcs vivent en émigration en 1995. Cette émigration est avant tout de nature économique, mais tout observateur sait à quel point, dans l'émigration turque, les filières migratoires (les originaires de tel groupe ou telle région) font place aux dimensions politiques. Sont ainsi relevées des filières kurdes, aléviennes, assyro-chaldéennes, arméniennes, liées à des syndicats de gauche, des partis politiques, des confréries musulmanes (*tarikats*)... [de Tapia, 1996]. Au plus fort du recrutement des travailleurs par les industries et les chantiers européens, ces dimensions politiques n'apparaissent pas, car il suffisait de se fondre dans la masse des immigrés pour quitter la Turquie. Ainsi les coups d'État militaires de 1960 et 1971 sont passés inaperçus dans les flux migratoires [Güzel, 1995]. Celui de 1980 en revanche a été le prétexte invoqué par des dizaines de milliers de Turcs pour solliciter l'asile en Europe, à un moment où les autorités compétentes en matière de droit d'asile n'étaient guère en mesure d'instruire cette avalanche de dossiers [Grémy, 1991]. Alors que les réfugiés des décennies soixante et soixante-dix n'avaient guère besoin de preuves pour obtenir le droit au séjour, n'étant d'ailleurs pas obligés de recourir à la sollicitation d'asile, la fermeture accrue des frontières dans les décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix n'est même plus garante des conventions internationales sur les réfugiés.

Il n'en reste pas moins que la pression migratoire perdure et que les autorités turques ne sont pas toujours garantes des droits politiques parfois les plus élémentaires. En d'autres termes, l'émigration dans toutes ses composantes aura permis l'émergence d'une diaspora kurde, la consolidation de la diaspora assyro-chaldéenne en Europe et en Amérique [Yacoub, 1995], le repli de nombreux éléments islamistes, fascistes, gauchistes et révolutionnaires en Europe. C'est ici qu'il convient de se poser la question de l'instrumentalisation de l'émigration par la société turque dans son ensemble.

Les réfugiés en Turquie : instrumentalisation pour la construction nationale

Nous nous trouvons donc face à deux phénomènes inverses, accueil de réfugiés/expulsion de réfugiés, mais qui nous semblent pourtant aller dans le même sens, celui de la turquisation, de l'homogénéisation du peuplement sur des bases recomposées, à savoir l'islamisation totale de la mosaïque anatolienne et l'assimilation de toutes les minorités.

À l'entrée, ne se rencontrent plus que des turco-musulmans sunnites ou des allogènes se réclamant des mêmes valeurs que la société turque. À la sortie, se rassemblent les minorités ethnoconfessionnelles (Grecs de Turquie, Arméniens, Assyro-Chaldéens, Juifs, Yezidis, Alévis...) ou les Kurdes qui, par leur nombre, représentent un réel danger pour la cohésion de l'édifice. Il est par exemple clair que les derniers jours des chrétiens d'Orient sont maintenant comptés et que d'ici les premières décennies du XXI^e siècle, les populations chrétiennes autochtones auront virtuellement disparu. Kurdes et Alévis – souvent d'authentiques Turcs ethniques et pas uniquement des Kurdes – poseront d'autres problèmes.

La « synthèse turco-islamique » et les flux migratoires

La synthèse turco-islamique (*Türk-Islam Sentezi*) représente un courant de pensée moderne, très présent dans la vie publique et politique turque, mais toutefois sans être expressément attaché à l'un ou l'autre parti politique. Ce courant, à cheval sur les expressions nationalistes et islamistes, est conservateur, se classant sans ambiguïté à droite sur l'échiquier politique. Il est alimenté par de nombreux intellectuels, professeurs de faculté, éditorialistes, et se démarque en prenant ses distances avec l'Occident, tout en revendiquant la modernité, sans trop critiquer les héritages d'Atatürk [Oran, 1990]. Au maître mot de la politique turque qui était occidentalisation (*batylylashma*) s'oppose aujourd'hui modernité/« contemporanéité » (*çaghdashlashma*). Ce programme politique, véhiculé par le Foyer des intellectuels (*Aydynlar Ocaghy*), apparaît dans les années quatre-vingt, à la suite du coup d'État organisé par Kenan Evren, et édite toute une série de rapports officiels et officieux sur la culture nationale (*Millî Kültür*) où l'enjeu est bien celui d'un nouvel équilibre entre islam turc et idéologie turque. L'islam y est conçu comme la parade contre les mouvements de gauche, le facteur de cohésion de la nation turque. Ce n'est plus la laïcité à la turque, c'est le retour de l'islam-religion d'État, enseigné dans les écoles laïques de la République comme dans les écoles confessionnelles chrétiennes.

Cette réislamisation par le haut rencontrera vite la réislamisation par le bas que pratiquent les confréries et les partis de droite depuis déjà les années cinquante. Les relations entre sunnites et alévis – accusés en bloc d'être communistes et kurdes –, entre musulmans et chrétiens ne vont cesser de se détériorer.

Pour les partisans de la synthèse, ce sont les Turcs ottomans qui ont construit la forme la plus achevée de société musulmane, avant d'être agressés par l'Occident. Ce courant est donc par essence nationaliste et islamiste, mais refuse par définition le rapprochement avec les Arabes comme avec des minoritaires qui seraient un danger pour la turcité, les Kurdes en particulier. Il est conscient de la supériorité technique de l'Occident, mais refuse une quelconque supériorité morale. Il peut de ce fait rejoindre les panturquistes intéressés par l'Eurasie turque. L'exaltation du passé turco-musulman n'est pourtant pas un retour vers l'Empire.

En d'autres termes, les ressortissants turcs issus de minorités ethniques ou confessionnelles ont le choix entre l'assimilation et le départ. Laïcité et démocratisation ne sont pas considérées comme des objectifs prioritaires, l'individu doit s'effacer devant l'identité collective.

L'accueil sélectif des réfugiés non musulmans ou non sunnites

Un rapport d'Amnesty International proteste contre l'accueil sélectif des réfugiés en Turquie, souvent fermée aux non-Européens, mettant en avant la méfiance, voire la discrimination que subissent Irakiens et Iraniens en Turquie, très souvent d'origine kurde. Ce rapport analyse ensuite le traitement plus favorable que connaissent Bulgares d'origine turco-tatare et Bosniaques accueillis sans visa⁵. Cette analyse appelle de fait de nombreux commentaires.

5 Amnesty International, *Turquie. Protection sélective : traitement discriminatoire à l'égard des réfugiés et demandeurs d'asile non européens*, doc. EUR 44/16/94, EFAI 94 RN 068.

La Turquie ottomane, puis républicaine, a longtemps fait preuve d'une assez grande tolérance en matière d'accueil de réfugiés. Le cas le plus connu est sans doute celui des juifs d'Espagne chassés par les Rois très Catholiques en 1492 et immédiatement accueillis par le sultan sur les places d'Istanbul et de Thessalonique, tandis que d'autres s'installaient au Maghreb. Cette tradition d'asile s'est poursuivie avec des Polonais et des Cosaques catholiques au XVIII^e siècle, des opposants hongrois à l'empire des Habsbourg⁶, des Allemands antinazis ou simplement mariés avec des israélites durant les années trente et quarante. Ces derniers, professeurs de faculté, architectes, urbanistes, compositeurs..., ont marqué l'Université turque, particulièrement à Ankara [Ceyhun, 1995 7]. De fait, cette tradition d'ouverture apparaît aujourd'hui très étriquée. Ainsi, si les leaders kurdes que sont Ahmed Barzani et Djelal Talabani bénéficient effectivement d'un traitement de faveur (résidence à Ankara, passeports diplomatiques turcs), les réfugiés kurdes ou assyro-chaldéens d'Irak, Iraniens en général, Afghans, Tunisiens (islamistes d'*En Nahda*)..., sont difficilement tolérés, parfois victimes de discrimination, voire d'une véritable insécurité (les Iraniens sont trop souvent victimes d'attentats commis par les agents de la police politique iranienne !). On estime pourtant à plus d'un million le nombre des Iraniens ayant transité par la Turquie pour se réfugier en Europe et aux États-Unis. À la suite du bombardement chimique d'Halabja, les Kurdes irakiens installés par France Liberté en Auvergne, puis disséminés en France profonde, ont également transité par la Turquie tandis que plusieurs milliers de Kurdes réfugiés en Anatolie dans ces mêmes circonstances résident toujours à Kyzyltepe et Mardin.

En réalité, ce n'est pas à l'encontre des non-Européens que s'effectue une quelconque discrimination, mais bien à celle des non-sunnites et non-turcophones, à l'exception notable des Bosniaques souvent pourtant hétérodoxes (*bektashî*, ce qui les situe à la marge du sunnisme, mais ne les rattache pas à l'alévisme, et encore moins au chiisme). Les faibles flux originaires d'Afghanistan (Turkmènes, Kazakhs, Ouzbeks du Turkestan afghan et de Kabul, Kirghizes du Pamir), de Chine (Uyghurs) ou encore le flux très important de Bulgares (environ 330 000 en 1989-90) appartiennent ethniquement au fonds turc ou turquisé et massivement au sunnisme (même si l'on rencontre des Alévis bulgares). Les Kurdes iraniens et irakiens sont sunnites, mais kurdes, tandis que les Azéris d'Iran sont turcophones, mais chiites ! Quant aux Tunisiens, ils sont arabes et islamistes, donc mal vus des autorités militaires et partiellement civiles.

On imagine cependant mal l'effort consenti par les autorités et la société turque pour l'intégration des réfugiés d'origines kazakhe, balkanique, afghane, même

6 Les Polonais de Polonezköy (Adampol) dans la banlieue d'Istanbul sont arrivés en 1839-1842 avec le prince Czartoryski, à la suite d'une révolte avortée. Ils sont toujours catholiques. Un groupe de Cosaques orthodoxes, accueilli en 1683, s'est maintenu jusqu'en 1962 à Kocagöl (Balikesir), date à laquelle il a massivement opté pour un retour en Russie.

7 Gerhard Kessler, Fritz Neumark, Wilhelm Röpke, Alexander Rüstov, Josef Dobretschberger, Ernst Reuter, Umberto Ricci, quelques économistes connus pour leur engagement antinazi, antifasciste ou parfois simplement époux de femmes juives allemandes ou autrichiennes. On retrouve dans ces listes un compositeur comme Paul Hindemith, des urbanistes, des architectes, des médecins, des artistes (Leopold Levy)... La liste donnée par Demirtas Ceyhun est intéressante à plus d'un titre.

pour des périodes récentes. Ce sont des dizaines de milliers de logements et d'emplois qui ont dû être fournis, parfois en quelques mois. Des villages ont été construits et mis à disposition de groupes compacts après 1950 (Karagündüz pour les Kirghizes près de Van, Altay pour les Kazakhs près de Konya), des quartiers de logements collectifs également, par exemple près de Bursa pour les Bulgares d'origine turque. Cela étant, cette politique d'accueil se rapproche beaucoup de celle de l'Allemagne face aux *Übersiedler*, *Aussiedler* et autres *Vertriebene*. La référence à la notion de *soydashlyk* (personnes de même origine ethnique) apparaît avec constance dans le discours turc (nationalistes, politiciens en général, presse).

Les réfugiés, acteurs de la construction de l'État-nation

Ces réfugiés turco-musulmans arrivent dans la période de décadence de l'Empire, où conflits avec les voisins et révoltes centrifuges sont pratiquement continuels. Celui-ci a un besoin impérieux de cadres, de combattants, voire de main-d'œuvre, pour se maintenir à flot sous les pressions internes comme externes. Cette situation préfigure la Première Guerre mondiale et les échanges de populations qui suivront. L'Anatolie et la Thrace orientale, réduits turcs de l'Empire, vont connaître une véritable recomposition qui touche autant le peuplement que l'ethnicité.

Turquisme, panturquisme, pantouranisme

Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les *muhacir* et les réfugiés en général jouent un rôle éminent dans la construction du nationalisme et l'émergence de mouvements intellectuels et politiques comme le turquisme, le panturquisme ou le pantouranisme. *L'Islam en Union soviétique*, d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejey [1968], a pour notre objet l'intérêt de citer en notes la biographie simplifiée de nombre de nationalistes tatars, azéris, kazakhs, ouzbeks, caucasiens, réfugiés en Turquie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Les publications de François Georgeon [1980], Étienne Copeaux [1993], Lowell Bezanis [1994], Erik Zürcher [1994] en contiennent également. Parmi ceux-ci, Ali Hüseyinzade, Ahmet Aghaoghlu, Yusuf Akçura, Abdurrashid Ibrahimov, Mehmet Emin Rasalzade, Mohamed Ayaz Ishakov, Fuad Tuktarov, Zeki Velidi Togan, Abdülkadir Inan... ont joué, comme politiciens, universitaires, éditorialistes, des rôles éminents dans les mouvements révolutionnaires turcs, azéris, tatars, mencheviki, bolcheviki, kémaliste. Tous ces exilés ont vécu la fin de leur vie en Turquie où ils ont parfois été au premier plan de la vie politique (Yusuf Akçura, Ahmet Aghaoghlu) ou intellectuelle (Zeki Velidi Togan, Abdülkadir Inan). Des historiens comme François Georgeon [1980] affirment que le nationalisme turc est né sur les bords de la Volga. À l'inverse, la Turquie ottomane et Istanbul en particulier jouent un rôle important dans la naissance d'idées modernistes et nationalistes en Iran : les réfugiés et commerçants azéris fréquentent la capitale ottomane, s'y installent et publient [Zarcone, 1991 ; Zarcone, Zarinebaf-Shahr, 1993]. Istanbul est aussi un relais des idées réformistes islamiques pour les Ouzbeks de Boukhara [Zarcone, 1991].

Parmi la nombreuse littérature éditée en Turquie durant les années quarante-dix sur les minorités autochtones ou immigrées, répondant à un besoin nouveau de recherche d'identité dans un contexte intérieur plus libéral et un contexte international très instable, le petit ouvrage de Sefer Berzeg [1990], avocat de Samsun, d'origine tcherkesse et historien à ses heures, peut être cité en exemple d'études cherchant à rétablir des vérités historiques indépendantes de l'historiographie officielle. Ce modeste ouvrage est intéressant, car il veut réhabiliter la mémoire de nombreux officiers turcs d'origine caucasienne ayant joué un rôle politique non négligeable à la fin de l'Empire et au début de la République. La biographie de ces officiers parfois devenus députés, ministres, préfets montre durant les années 1915-1923 un véritable clivage entre partisans du sultan Calife et d'Atatürk. Les Tcherkesses de l'Ouest anatolien animent de fait de nombreuses révoltes contre la République naissante. Ces biographies montrent aussi leur appartenance non négligeable à l'Organisation spéciale (*Osmanly Teshkilât-y Mahsus'a*) chargée par le comité Union et Progrès (*İttihad ve Terakki*) de liquider la question arménienne. Nombre d'entre eux seront exilés à Malte par les Britanniques, certains se réfugieront en Grèce, certains, comme Tcherkes Ethem, seront éliminés par les autorités républicaines après s'être révoltés contre le nouveau régime instauré par Mustafa Kemal, mais d'autres, comme Hüseyin Rauf Orbay, connaîtront des carrières politiques importantes.

Durant la guerre d'indépendance (*İstiklâl Savaşы*), ces officiers tcherkesses (qui forment également l'ossature de l'actuelle armée jordanienne, comme nous l'avons déjà souligné) ont donc joué un rôle fondamental, prenant l'initiative de création de milices d'autodéfense musulmanes contre les Grecs, les Arméniens, les Pontiques, participant aux activités de l'armée de Mustafa Kemal (cf. le rôle très important du colonel Orbay), mais aussi dans le camp adverse, en défendant le sultanat et le califat.

Nationalisme turc et panturquisme en opposition

Le nationalisme turc (*Türk milliyetçılığı, Türkçülük*) s'oppose très fortement au panturquisme (*Türkçülük, Turancylyk*) durant la période de construction de l'État-nation républicain. Ainsi, si la Turquie apparaît comme un sanctuaire pour les militants d'origine soviétique, elle n'en reste pas moins prudente, voire hostile, et quelques réfugiés en vue seront même expulsés. Contrairement à Enver Pasha, mort au Turkestan et dont les cendres viennent d'être rapatriées lors d'une cérémonie présidée par Süleyman Demirel, président de la République, Atatürk a préféré jouer la carte du nationalisme turc en Anatolie.

Après l'apparition du kémalisme, les éléments d'origine soviétique vont jouer un rôle atténué – sans commune mesure avec celui des réfugiés de l'Empire russe –, au moins jusqu'aux années cinquante, période du passage au multipartisme, où l'on voit naître la figure emblématique du colonel Alparslan Türkesh, né à Chypre et fondateur du courant connu en Europe sous l'appellation des « Loups gris » (*Ülkü Ocakları* ou les Foyers de l'idéal; les militants se nommant « idéalistes », *ülküçüler*).

Dans les rapports ambigus que tissent la Turquie kémaliste et l'Union soviétique de Lénine, puis Staline, la Turquie apparaît avec l'Allemagne, la Pologne, la

France, la Chine nationaliste, le Mandchoukouo, le Japon, la Finlande, comme l'un des pays de repli des nationalistes et panturquistes tatars et centre-asiatiques qui réussissent à échapper aux avancées de l'Armée rouge ou aux purges staliniennes. Beaucoup de ces nationalistes, révolutionnaires ou réformistes, ont effectivement joué le jeu de la révolution russe avant d'être amèrement déçus. Certains arrivent avec les Russes blancs, d'autres durant les années trente (purges, collectivisation), les derniers dans les bagages de la Wehrmacht. Certains d'entre eux ont ouvertement collaboré avec les nazis ou les Japonais dans l'espoir d'une reconquête des territoires perdus au Caucase, en Crimée ou en Asie centrale. En Turquie, ces activistes sont néanmoins très surveillés et, s'ils animent des associations et publient dans des revues militantes (nationalistes, panturquistes, anticommunistes), les autorités ne les laissent jamais dépasser les limites de ce qui pourrait occasionner des incidents diplomatiques avec l'Union soviétique [Bezanis, 1994; Copeaux, 1993; Üstel, 1993]. Les Turkestanais du Xinjiang (Uyghurs, Kazakhs), même entrés en Turquie plus tard (pour les Kazakhs après 1954), appartiennent au même registre. Mais après le passage au multipartisme, qui voit d'ailleurs d'autres fils de *muhacir* accéder au plus haut niveau de l'État (Adnan Menderes, Hasan Polatkan, d'origine tatar criméenne, Celal Bayar, Fuat Köprülü, Fatih Rüşdü Zorlu, d'origine tcherkesse [Bezanis, 1994]), les éléments les plus radicaux de l'anticommunisme refont surface en s'intégrant dans le nouveau parti d'Alparslan Türkesh, *Millî Hareket Partisi* (Parti d'action nationale), et en particulier dans les groupes de jeunes militants.

Pour la période contemporaine, alors que les flux d'entrée restent marginaux (Uyghurs du Xinjiang), détournés par l'Afghanistan (Turkmènes, Ouzbeks, Kazakhs, Kirghizes) ou le Cachemire (Kazakhs et Uyghurs), il semble que la présence de ces réfugiés d'origine centre-asiatique joue un rôle sans commune mesure avec leur très faible nombre, en particulier par la relation qu'entretiennent leurs associations et fondations avec les mouvements d'extrême droite et les services américains de la CIA et connexes (Radio Liberty, Radio Free Europe, par exemple, liées à l'United States Information Agency, gestionnaire de *Voice of America*, au départ et jusqu'en 1973, émanation de la CIA), où ils retrouvent les enfants des réfugiés tatars et caucasiens [*Newsweek*, 3 avril 1993]. Sur le plan intérieur, nombreux seront les jeunes militants *ülküçü* participant aux incidents entre étudiants de gauche et de droite dans les universités, entre autres parmi les jeunes Kazakhs [Svanberg, 1989]. Sur le plan extérieur, les fondations créées par les parents nés en Turquie ou en Eurasie turcophone, Balkans et Caucase, vont après 1990 faciliter les relations entre la Turquie et les nouvelles républiques de la CEI [Bilici, Copeaux, 1992].

Aujourd'hui, le rôle de ces réfugiés-immigrés peut apparaître plus discret. Il est en fait très peu étudié en tant que tel. Or la présence de jeunes Turcs d'origines abkhaze, tchéchène, tcherkesse, bosniaque... dans les conflits du Caucase et de l'ex-Yougoslavie, sans être massive, a souvent été attestée. Hors de Turquie, les descendants turcs des Ouzbeks sont fiers de dire que l'armée saoudienne compte au moins neuf généraux d'origine ouzbèke et l'on peut lire des textes sur l'identité tcherkesse retrouvée en Jordanie [Shami, 1994], tandis que les États-Unis abritent plusieurs serveurs Internet alimentés par la diaspora turco-tatare, très impliquée dans l'étude et le soutien des peuples turcophones de l'Eurasie.

*Ne mutlu Türküm diyene!*⁸

Pour conclure provisoirement ce premier aperçu de ce qui pourrait être en Turquie et au Moyen-Orient (Jordanie, Égypte, Iran, Afghanistan...) un axe de recherche intéressant, on peut faire quelques remarques : le fondateur de l'État moderne en Turquie, Mustafa Kemal, devenu Atatürk après l'instauration des patronymes à l'occidentale, est né en Macédoine. Le dernier président d'origine militaire de Turquie, ex-chef d'état-major, Kenan Evren, était originaire de Roumanie. Alparslan Türkeş, ex-colonel mêlé à une tentative de coup d'État en 1963, aux côtés du colonel Aydemir (d'origine tcherkesse), devenu leader des nationalistes turcs, est né à Chypre. Celal Bayar, également général et président de la République en 1950-1960, était d'origine pomake (musulman bulgarophone). Enfin, un général appartenant au quartier général des Armées nous déclarait, lors d'un voyage d'étude récent, ses origines macédonienne et bosniaque, appuyant sur le fait qu'être Turc était en fait une question de philosophie, un concept politique, plus qu'une réalité intangible.

Il n'en reste pas moins qu'affirmer sa non-turcité se révèle souvent être un exercice dangereux. Le paradoxe est celui d'une historiographie résolument asiatique associée à l'affirmation appuyée d'une identité résolument européenne par des élites issues directement de l'Empire ottoman, jouant à la fois de leur attachement à la Turquie et de leurs origines extérieures à l'Anatolie. Cependant, l'intégration des descendants des réfugiés turco-musulmans dans la nouvelle Turquie n'est pas une illusion mais, bien au contraire, ce sont ces groupes, souvent non turcophones au départ, qui ont pris en mains les destinées de la République, en insistant sur l'unicité du peuple turc, en niant les composantes autochtones allogènes, des Arméniens aux Kurdes. Ce paradoxe n'est pourtant pas nouveau puisque l'Empire ottoman fonctionnait en grande partie sur ce modèle.

Les réfugiés et rapatriés turco-musulmans, au-delà de leur nombre et de leur installation sur la quasi-totalité du territoire turc, par groupes compacts (villages, quartiers de *muhacir*), ont joué un rôle affirmé dans la création et la construction de l'État-nation turc. Ce rôle a pu, selon les périodes, être de premier plan, avec la génération des Akçura et Aghaoghlu; beaucoup plus discret sous la présidence d'Atatürk, où le turquisme a supplanté le panturquisme, il revient en force mais par le biais de la société civile (associations, fondations, universitaires, publications, etc.). Les immigrés sont aujourd'hui bien intégrés, tout en réaffirmant leur identité d'origine, identité qui permet par ailleurs à la classe politique comme à l'économie de réinvestir les régions musulmanes des Balkans, du Caucase, de l'Asie centrale. Instrumentalisés à leur entrée, les *muhacir* et autres *göçmen* ont servi à conforter le caractère turc et musulman de la population de l'empire. Cela a continué à l'avènement de la république, mais de fait perdue de nos jours. Loin d'être de simples sujets, les immigrés ont le plus souvent été des acteurs, parfois de toute première importance.

8 « Quel bonheur pour celui qui se dit Turc ! », slogan de l'époque d'Atatürk, inscrit sur de très nombreux édifices publics.

BIBLIOGRAPHIE

- ABU SAHLIEH S. A. A. [1996], « The Islamic Conception of Migration », *International Migration Review (IMR)*, 30 (1) : 37-57.
- AKKAYA C. (éd.), SPOHN M., KORAY S. [1996], « Immigration Country Turkey », *Zentrum für Türkeistudien, ZfT Aktuell*, 37, 33 p.
- ALTAY H. [1981], *Anayurttan Anadolu'ya* (De la mère patrie à l'Anatolie), Ankara, T.C. Kültür Bakanlyghy, 354/2, 475 p.
- ANDREWS P. A. (éd.) [1989], *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, L. Reichert Verlag, Beihefte zur Tübinger Atlas des Vorderen Orients, B/60 : 659.
- BAZIN M., [1993], « Disparités et flux migratoires dans "l'aire turque" », *Cahiers d'études de la Méditerranée orientale et du monde turco-iranien-Cemoti*, 15 : 227-241.
- BENNIGSEN A., LEMERCIER-QUELQUEJAY C. [1968], *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot : 263.
- BEZERG S. [1990], *Tcherkes Göçmenleri II* (Les migrants tcherkesses), Nart Yayyncylyk, Istanbul, 99 p. + annexes.
- BEZANIS L. [1994], « Soviet Muslims Emigrees in the Republic of Turkey », *Central Asian Survey*, 13 (1) : 59-180.
- BILICI F. [1992], « Acteurs du développement entre la Turquie et le monde turc : les *vakyfs* », *Cemoti*, 14 : 17-29.
- CAHEN C., [1988], *La Turquie pré-ottomane*, Paris, IFEA, Varia Turcica, 7, 410 p.
- CEYHUN D. [1994], *Ah! Shu biz göçebeler* (Ah! nous ces incorrigibles nomades), Istanbul, Sis Tchany, 272 p.
- CEYHUN D. [1995, 12^e édition], *Ah! Shu biz karabyyykly Türkler* (Ah! nous ces Turcs à moustache noire), Istanbul, Sis Tchany, 272 p.
- COPEAUX E. [1992], « Les Turcs de l'extérieur dans *Türkiye* : un aspect du discours nationaliste turc », *Cemoti*, 14 : 31-52.
- COPEAUX E. [1993], « Le mouvement prométhéen », *Cemoti*, 16 : 9-46.
- DUMONT P. [1980], « L'émigration des musulmans de Russie vers l'Empire ottoman. Aperçu bibliographique des travaux en langue turque », in *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, CNRS : 212-218.
- GEORGEON F. [1980], *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935)*, Paris, ADPF, 152 p.
- GRÉMY J.-P. [1991], « Demandeurs d'asile », *Sociétés contemporaines*, 6 : 255-272.
- GÜZEL M. S. [1995], « Syndicats français, immigrés turcs », in A. Jund, P. Dumont, S. de Tapia (dir.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe*, Paris, L'Harmattan : 199-212.
- KARPAT K. H. [1990], « The *hijra* from Russia and the Balkans: the Process of Self-Definition in the Late Ottoman State », in D. F. Eickelmann, J. Pescatori (éd.), *Muslim Travellers: Pilgrimage, Migration and the Religious Imagination*, London, Routledge : 131-152.
- KARPAT K. H. [1996], « Muslim Migration: a Response to Aldeeb Abu Sahlieh », *IMR*, 30 (1) : 79-89.
- KAZGAN G. [1980], « Migratory Movements in the Ottoman Empire and the Turkish Republic from the End of the XVIII^e Century to the Present Day », in *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS : 615-641.
- KIRISCI K. [1991], « Refugee Movements and Turkey », *International Migration*, 29 (4) : 545-560.
- KIRISCI K. [1996], « Refugees of Turkish Origin: "Coerced Immigrants" to Turkey since 1945 », *IMR*, 34 (3) : 385-412.
- KLÄY E. J. [1983], « Endstation "Islambol". Die Türkei als Asylland für muslimische Glaubensflüchtlinge und Rückwanderer (*muhacir*) in 19. und 20. Jahrhundert », *Ethnologica Helvetica*, 7 : 9-82.
- MANTRAN R. [1993], *Histoire de la Turquie*, Paris, Puf, 128 p., 7^e édition.
- ORAN B. [1990], « Occidentalisation, nationalisme et "synthèse turco-islamique" », *Cemoti*, 10 : 33-53.
- ROUX J.-P. [1984], *Histoire des Turcs*, Paris, Fayard, 389 p.
- SHAMI S. [1994], « Displacement, Historical Memory and Identity: the Circassians in Jordan », in Seteney Shami, *Population, Displacement and Resettlement, Development and Conflict in the Middle East*, New York, Center for Migration Studies : 189-202.

- SVANBERG I. [1989], « Turkistani Refugees », in P. A. Andrews (dir.), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, L. Reichert Verlag, Beihefte zur Tübinger Atlas des Vorderen Orients, B/60 : 591-601.
- SVANBERG I. [1989], *Kazak Refugees in Turkey. A Study of Cultural Persistence and Social Change*, Acta Universitatis Upsaliensis, 8, 211 p.
- TANOGLU A. [1955], « The Recent Emigration of the Bulgarian Turks », *Review of the Geographical Institute of the University of Istanbul*, 2 : 3-36.
- TAPIA S. de [1992], « L'exportation des minorités ethniques : instrument de la "synthèse turco-islamique" en Anatolie », in A.-L. Sanguin (éd.), *Les Minorités ethniques en Europe*, Paris, L'Harmattan : 253-266.
- TAPIA S. de [1994], « Turquie balkanique et Turquie caucasienne. La Turquie face à son environnement, héritages et interrogations », communication au colloque international *La Nouvelle Question d'Orient*, du 5 au 7 décembre 1994, Toulouse, Le Mirail (à paraître).
- TAPIA S. de [1996], « Logistique de l'émigration ou logistique d'une diaspora? Les réseaux turcs d'Europe », in G. Prevelakis (dir.), *Les Réseaux des diasporas*, Paris, Nicosie, L'Harmattan-Kykem : 287-304.
- TARHAN N. [1988], « Les mouvements de migration de la Turquie », *Cahiers balkaniques*, 13 : 15-56.
- TEKELI I. [1994], « Involuntary Displacement and the Problem of Resettlement in Turkey from the Ottoman Empire to the Present », in Seteney Shami, *Population, Displacement and Resettlement, Development and Conflict in the Middle East*, New York, Center for Migration Studies : 202-226.
- TOUMARKINE A. [1995], *Les Migrations des populations musulmanes balkaniques en Anatolie (1876-1913)*, Istanbul, éditions Isis, 139 p.
- ÜSTEL F. [1993], « Les "foyers turcs" et les "Turcs de l'extérieur" », *Cemoti*, 16 : 47-61.
- VASILEVA D. [1992], « Bulgarian Turkish Emigration and Return », *IMR*, 26 (98-2) : 342-352.
- YACOB J. [1995], « Les Assyro-Chaldéens : une communauté en situation migratoire », in S. de Tapia (dir.), *Turcs d'Europe... et d'ailleurs*, Paris, Inalco : 451-466.
- YERASIMOS S. [1993], *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte-Livres Hérodote, 249 p.
- ZARCONE T. [1991], « Histoire et croyance des derviches turkestanais et indiens à Istanbul », *Anatolia Moderna*, 34 (2) : 137-201.
- ZARCONE T. [1993], « La communauté iranienne d'Istanbul à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle », Rome, Accademia Nazionale dei Lincei, convegno sul tema *La Shi'a nell'Impero Ottomano* : 57-83.
- ZARCONE T., ZARINEBAF-SHAHR F. (dir.) [1993], *Les Iraniens d'Istanbul*, Paris, IFRI-IFEA, 280 p.
- ZÜRCHER E. J. [1994], *Turkey, a Modern History*, London, New York, I.B. Tauris, 381 p.